GK. L. 4038/1.

Bureau Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 24 décembre 1953, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif au statut des officiers de réserve", a donné le 3 février 1954 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 24e December 1953 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het statuut der reserveofficieren", heeft de 3e Februari 1954 het volgend advies gegeven :

I.

L'article 1er du projet énumère les catégories de militaires parmi lesquelles peuvent être recrutés les officiers de réserve.

Cette énumération ne peut être considérée comme limitative. La loi du 3 avril 1948 sur la position et l'avancement des officiers de la force aérienne, modifiée par la loi du 14 juin 1951, dispose en son article 33, § 2, que les officiers auxiliaires de la force aérienne qui ne passent pas dans les cadres actifs sont versés dans les cadres de réserve; la loi du 14 juillet 1951 sur la position et l'avancement des officiers du cadre de complément, dispose en ses articles 14 et 15, que l'officier du cadre de complément peut être réintégré dans le cadre des officiers de réserve.

Le Conseil d'Etat est d'avis que l'énumération de l'article 1er devrait être complété de manière telle que cet article contienne toutes les catégories de militaires qui peuvent faire valoir leurs titres à obtenir un grade d'officier de réserve ou qui peuvent, après avoir quitté le cadre de réserve, y être réintégrés.

Cette façon de faire aura comme résultat de rendre inutile l'article 25 du projet.

II.

L'article 4, alinéa 2, du projet prévoit notamment que les officiers de réserve peuvent être transférés d'office dans une autre arme, catégorie

.../...

ou service d'une force. Cette disposition ne tient pas compte de l'article 10 de la loi du 3 avril 1948 sur la position et l'avancement des officiers de la force aérienne et de l'article 7 de la loi du 14 juin 1951 sur la position et l'avancement des officiers de la force navale.

Ces articles, qui sont applicables aux officiers de réserve de ces forces, n'autorisent pas les transferts d'office.

Le Conseil d'Etat est d'avis que cette forme de transfert ne peut être applicable qu'aux seuls officiers de la force terrestre pour lesquels la loi du 18 avril 1905 ne contient pas de dispositions relatives à ce sujet.

III.

L'article 7 du projet dispose en son paragraphe 1er que "dans les limites des besoins de l'encadrement et des places disponibles, l'avancement a lieu par arme, catégorie ou service jusqu'au grade de colonel inclusivement".

Il dispose, d'autre part, en son paragraphe 2, que "les nominations dans le cadre des officiers généraux des armes ont lieu à l'ancienneté du grade de sous-lieutenant parmi les officiers appartenant à toutes les armes".

.../...

Le rapprochement de ces deux dispositions fait ressortir que le projet omet de régler la question de l'avancement aux grades d'officier général des officiers des services de la force terrestre et des officiers des diverses catégories de la force aérienne. Comme il entre dans les intentions du Gouvernement de maintenir pour ces officiers l'avancement par service ou catégorie, il y a lieu d'apporter à l'article 7, paragraphe 1er, la modification nécessaire.

IV.

L'article 7, § 2, du projet détermine les grades que les officiers de réserve ne peuvent dépasser selon qu'ils sont issus de l'une ou l'autre des catégories visées à l'article 1er.

Il n'est pas tenu compte de l'article 29 de la loi du 3 avril 1948 sur la position et l'avancement des officiers de la force aérienne, qui dispose que "les officiers de réserve issus du cadre des sous-officiers et ceux issus du cadre des officiers auxiliaires ne peuvent dépasser le grade de capitaine dans le cadre des officiers de réserve" et que "les officiers de réserve issus des cadres actifs ne peuvent recevoir qu'une seule promotion dans la réserve".

Cet article omet également de prévoir le cas des officiers de réserve, anciens officiers du cadre de complément des trois forces.

.../...

Le Conseil d'Etat propose un texte qui tient compte de la loi du 3 avril 1948 et des intentions du Gouvernement, en ce qui concerne les anciens officiers du cadre de complément.

V.

L'article 10 du projet établit les règles de subordination applicables aux officiers de réserve.

Ces règles diffèrent de celles faisant l'objet de l'article 1er, b, du règlement de discipline tel qu'il a été approuvé par l'arrêté royal du 30 mai 1916; elles diffèrent également de celles faisant l'objet de l'article 1er, b, du texte du règlement de discipline qui a été réimprimé en 1945.

Le Conseil d'Etat est d'avis que la concordance devra être rétablie entre le texte du règlement de discipline et celui du projet.

VI.

L'article 14, alinéa 1er, du projet dispose que "les officiers de réserve peuvent occuper toutes les positions civiles compatibles avec les institutions militaires et le grade dont ils sont revêtus dans l'armée". Il n'existe aucune disposition dans le projet qui précise ce qu'il faut entendre par "positions civiles compatibles avec les institutions militaires et le grade", pas plus qu'il n'en existe qui précise quelles positions civiles seraient compatibles avec tel grade et ne le seraient pas avec tel autre.

.../...

Le manque de précision de l'alinéa 1er de cet article 14 lui enlève tout caractère de règle de droit et sa place ne peut se trouver dans un arrêté royal.

VII.

L'article 16 du projet, qui concerne la procédure d'application des mesures disciplinaires aux officiers de réserve, établit des règles quelque peu différentes de celles prévues par l'article 62 du règlement de discipline approuvé par l'arrêté royal du 30 mai 1916.

Le Conseil d'Etat est d'avis que la concordance devrait être rétablie entre le texte du règlement de discipline et celui du projet.

VIII.

L'article 19 du projet dispose que "les officiers de réserve peuvent bénéficier d'une réduction sur le prix des billets de voyageurs aux chemins de fer, aux chemins de fer vicinaux, ainsi que sur les malles de l'Etat Ostende-Douvres".

Comme l'élaboration des tarifs de voyageurs aux chemins de fer et aux chemins de fer vicinaux n'est pas de la compétence du Roi et comme elle est

.../...

confiée, en ce qui concerne les malles de l'Etat Ostende-Douvres, au Ministre qui a ce service dans ses attributions, la disposition de l'article 19 ne peut pas trouver place dans le projet.

IX.

L'article 20 est relatif à l'octroi aux officiers de réserve des distinctions honorifiques dans les ordres nationaux, "prévues pour les officiers de leur grade de l'armée active et dans les conditions déterminées par le Ministre de la Défense nationale ".

Aux termes de l'article 76 de la Constitution, le Roi confère les ordres militaires en observant, à cet égard, ce que la loi prescrit.

Il se conçoit difficilement que le Roi réglemente, par voie d'arrêté royal, le pouvoir qu'il a de récompenser individuellement les citoyens en leur conférant des ordres militaires. Un arrêté royal sur la matière tendrait à reconnaître un droit à ceux qui se trouvent dans les conditions que l'arrêté détermine.

La consécration d'un droit à une distinction honorifique est inconciliable avec l'exercice du pouvoir que l'article 76 de la Constitution laisse à la discrétion du Roi.

S'il se recommande que ce droit s'exerce selon certains principes généraux, ceux-ci doivent trouver leur place dans des instructions d'ordre intérieur.

.../...

Le Conseil d'Etat est d'avis que l'article 20 du projet doit être omis.

L'omission des articles 19 et 20 entraîne celle de l'article 21 du projet.

X.

L'article 22 dispose que les officiers de réserve cessent d'appartenir au cadre de réserve notamment par limite d'âge.

Pour des raisons de coordination des textes, l'arrêté royal du 16 avril 1952 fixant la limite d'âge des officiers de réserve des forces armées, modifié par l'arrêté royal du 24 novembre 1953, devrait être inséré dans le projet.

XI.

En disposant que "les officiers de réserve de toutes catégories qui ont cessé de faire partie des cadres de réserve, ne peuvent, en aucun cas, être réintégrés dans ces cadres", l'article 24, § 1er, omet de tenir compte de diverses hypothèses dans lesquelles la réintégration dans le cadre de réserve est autorisée en vertu de dispositions légales ou réglementaires existantes.

.../...

Le Conseil d'Etat propose d'apporter à l'article 24, § 1er, les modifications nécessaires.

\+

\+ +

Pour le surplus, le projet appelle des observations de forme dont il a été tenu compte dans le texte proposé ci-après :

ARRETE ROYAL RELATIF AU STATUT DES OFFICIERS DE RESERVE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 66 et 68 de la Constitution;

Vu la loi du 16 juin 1836 concernant la perte des grades des officiers de l'armée;

Vu la loi du 18 avril 1905 déterminant l'état et la position des officiers de réserve, modifiée par la loi du 14 juillet 1951;

Vu la loi du 3 avril 1948 sur la position et l'avancement des officiers de la force aérienne, modifiée par la loi du 14 juin 1951;

Vu la loi du 14 juin 1951 sur la position et l'avancement des officiers de la force navale;

.../...

Vu l'arrêté-loi du 10 décembre 1942 relatif au cadre des officiers commissionnés, maintenu en vigueur en tant qu'il peut être appliqué aux anciens officiers des cadres actifs, de réserve ou auxiliaires par la loi du 1er juin 1949;

Vu le règlement de discipline approuvé par l'arrêté royal du 30 mai 1916;

Vu l'arrêté royal du 10 mai 1952 pris en exécution des articles 34 et 38 de la loi du 14 juin 1951 sur la position et l'avancement des officiers de la force navale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

## CHAPITRE Ier. DU RECRUTEMENT ET DE L'AFFECTATION AUX EMPLOIS.

Article 1er.-

Le cadre des officiers de réserve est recruté parmi :

1° les sous-officiers de réserve, volontaires ou rengagés, en service ou en congé illimité;

2° les officiers déchargés, à leur demande, de l'emploi qu'ils occupaient dans les cadres actifs;

.../...

3° les officiers admis à la pension de retraite;

4° les officiers auxiliaires de la force aérienne;

5° les officiers du cadre de complément.

Article 2.-

Pour être nommé sous-lieutenant de réserve, le militaire dont il est question à l'article 1er, 1°, doit réunir les conditions suivantes :

1° être âgé de 19 ans au moins et de 35 ans au plus à la date de la nomination;

2° avoir réussi les épreuves physiques et psychotechniques fixées par le Ministre de la Défense nationale;

3° avoir été agréé comme candidat sous-lieutenant de réserve par le Ministre de la Défense nationale;

4° avoir suivi avec succès un cycle complet de formation de candidat officier de réserve dont le programme est fixé par le Ministre de la Défense nationale;

5° être noté favorablement par les chefs hiérarchiques;

6° être jugé apte au point de vue physique, moral et professionnel, à exercer les fonctions d'officier.

Article 3.-

Pour passer dans le cadre de réserve, le militaire dont il est question à l'article 1er, 2° ou 3°, doit réunir les conditions suivantes:

.../...

1° avoir introduit la demande de passage dans le cadre de réserve soit au moment de l'offre de démission, soit au moment où il est proposé pour la mise à la pension;

2° être jugé apte au point de vue physique, moral et professionnel, à exercer en temps de paix et en campagne les fonctions de son grade; l'officier reconnu hors d'état de continuer à servir par une commission médicale, que cette décision soit motivée par une invalidité de temps de guerre ou de temps de paix, ne peut être admis dans les cadres de réserve.

Les officiers visés au présent article passent dans le cadre de réserve avec leur grade et leur ancienneté.

Article 4.-

L'affectation des officiers de réserve est réglée par le Ministre de la Défense nationale suivant les nécessités de l'encadrement des forces armées mobilisées.

Les officiers de réserve peuvent être transférés dans une autre force, arme, service ou catégorie, à leur demande et si l'intérêt des forces armées l'exige.

Toutefois, ce transfert peut avoir lieu d'office pour les officiers de réserve de la force terrestre.

.../...

Article 5.-

§ 1er. L'officier de réserve transféré à sa demande dans une autre forme, arme, service ou catégorie, y passe avec son grade et son ancienneté de sous-lieutenant; il y est classé à la suite des officiers nommés sous-lieutenant à la même date que lui.

L'officier de réserve transféré d'office dans une autre force, arme, service ou catégorie, y passe avec son grade et son ancienneté de sous-lieutenant; il y est classé parmi les officiers de son grade nommés sous-lieutenant à la même date que lui, compte tenu de son ancienneté relative fixée par l'article 7.

§ 2. L'officier que le classement prévu au § 1er aurait pour effet de ranger parmi des officiers d'un grade inférieur au sien, sera classé provisoirement à la suite des officiers de son grade; il reprendra la place qu'il aurait normalement dû occuper par application du § 1er lorsque les officiers de même ancienneté de sous-lieutenant que lui seront promus au grade dont il est revêtu.

L'officier que le classement prévu au § 1er aurait pour effet de ranger parmi des officiers d'un grade supérieur au sien, sera classé provisoirement en tête des officiers de son grade jusqu'au jour de sa promotion au grade supérieur; à ce moment son classement définitif sera fixé.

.../...

Article 6.-

Les prestations que les officiers de réserve peuvent, en vertu de la loi , être appelés à effectuer, sont déterminées par le Ministre de la Défense nationale.

## CHAPITRE II. DE L'AVANCEMENT.

Article 7.-

§ 1er. L'ancienneté pour l'avancement est déterminée par la date de nomination au dernier grade et par le classement entre les officiers nommés à la même date.

Toutefois, dans l'arrêté de nomination, le Roi peut fixer un rang d'ancienneté à une date antérieure à la nomination, notamment en vue de reclasser au rang qui eût été le leur s'ils avaient obtenu une promotion dans le cadre actif, les officiers de réserve issus de ce cadre, qui y ont été dépassés.

§ 2. L'ancienneté relative des officiers dont l'ancienneté pour l'avancement est de même date et qui appartiennent à des armes, services ou catégories différents,est déterminée par l'ancienneté dans le grade de sous-lieutenant.

Le classement entre les officiers dont l'ancienneté de sous-lieutenant est de même date, est déterminé en tenant compte du classement dans leur arme, service ou catégorie, et du nombre de sous-lieutenants nommés à cette date dans chacune des armes, services ou catégories.

.../...

Article 8.-

L'avancement des officiers de réserve est distinct de celui des officiers des cadres actifs.

Les officiers de réserve ne peuvent être promus à un grade supérieur qu'après la promotion à ce grade des officiers du cadre actif de leur arme, service ou catégorie, de même ancienneté qu'eux à la fois dans le dernier grade et dans le grade de sous-lieutenant et qui ont effectué au point de vue de l'avancement une carrière normale.

Article 9.-

L'avancement des officiers de réserve a lieu par arme, service ou catégorie.

Toutefois, pour les armes de la force terrestre, les nominations aux grades d'officier général ont lieu à l'ancienneté du grade de sous-lieutenant parmi les officiers appartenant à toutes les armes.

Article 10.-

L'officier de réserve ne peut être promu au grade supérieur si son âge ne lui permet pas d'exercer le commandement dans ce grade pendant un

.../...

an au moins pour les officiers généraux et deux ans au moins pour les officiers supérieurs et subalternes.

Article 11.-

§ 1er. Dans la force terrestre et la force navale, ne peut dépasser le grade de lieutenant-colonel de réserve :

1° l'officier de réserve issu du cadre des sous-officiers;

2° l'officier subalterne de réserve issu du cadre des officiers d'active et du cadre des officiers de complément;

3° l'officier de réserve recruté en application de l'article 38 de la loi du 14 juin 1951 sur la position et l'avancement des officiers de la force navale.

Dans ces mêmes forces, l'officier général ou supérieur de réserve ne peut obtenir qu'une seule promotion dans le cadre de réserve.

§ 2. Dans la force aérienne, ne peut dépasser le grade de capitaine de réserve :

1° l'officier de réserve issu du cadre des sous-officiers;

2° l'officier de réserve issu du cadre des officiers auxiliaires ou du cadre des officiers de complément.

Les autres officiers de la force aérienne ne peuvent obtenir qu'une seule promotion dans le cadre de réserve; toutefois, l'avancement est limité au grade de général-major de réserve pour l'officier technicien ou d'administration de la force aérienne.

.../...

Article 12.-

§ 1er. L'officier de réserve qui, deux ans après la date normale à laquelle il aurait pu accéder au grade supérieur, n'a pas effectué les prestations et subi l'examen exigés pour l'accession à ce grade est considéré comme renonçant définitivement à l'avancement.

Ce délai est porté à trois ans pour le candidat au grade de major de réserve.

Le Ministre de la Défense nationale peut fixer un délai plus long, dans les conditions qu'il détermine, en faveur des officiers de réserve résidant au Congo belge, au Ruanda-Urundi ou à l'étranger.

§ 2. L'officier de réserve issu du cadre actif, qui a renoncé à l'avancement pendant qu'il appartenait à ce cadre, ne peut plus concourir à l'avancement dans le cadre de réserve. Toutefois, si cet officier, en temps de mobilisation des forces armées, se signalait par des qualités militaires remarquables, il pourrait, sur décision du Ministre de la Défense nationale, reprendre rang pour l'avancement.

Article 13.-

§ 1er. Un examen est imposé à l'officier de réserve pour l'avancement aux grades de capitaine, major, lieutenant-colonel, colonel et général-major du cadre de réserve.

Le programme de cet examen, qui comprend des épreuves physiques et professionnelles, est déterminé par le Ministre de la Défense nationale.

.../...

Toutefois, le programme de l'examen de major de réserve est celui de l'examen de major du cadre actif, à l'exception de l'examen linguistique qui demeure régi par les dispositions réglementaires propres aux officiers de réserve; néanmoins pour certaines armes, services ou catégories, dont les spécialités sont bien déterminées, le Ministre de la Défense nationale peut limiter l'examen professionnel de major de réserve à la connaissance d'une de ces spécialités.

§ 2. En temps de guerre, de mobilisation ou de renforcement de l'armée, l'officier de réserve peut accéder aux grades de capitaine, lieutenant-colonel et colonel de réserve dans les conditions à déterminer par le Ministre de la Défense nationale, sans être soumis à l'examen prévu.

Pour bénéficier de cette disposition, l'officier intéressé devra justifier d'une présence effective sous les armes de deux mois au moins au cours de la période considérée.

§ 3. Le Ministre de la Défense nationale peut, après avoir pris l'avis du comité d'avancement compétent, dispenser de l'examen prévu au § 1er l'officier de réserve issu du cadre actif.

Toutefois, le capitaine qui n'a pas subi l'examen de major pendant qu'il appartenait au cadre actif, ne peut en être dispensé.

Article 14.-

Les candidatures pour les grades d'officier

.../...

général et d'officier supérieur de réserve sont soumises aux comités d'avancement compétents suivant la réglementation applicable aux officiers du cadre actif.

## CHAPITRE III. - DE LA DISCIPLINE.

Article 15.-

§ 1er. En temps de paix, l'officier du cadre actif et l'officier du cadre de complément ont le commandement sur les officiers de réserve du même grade, quelle que soit l'ancienneté de ces derniers dans ce grade.

L'officier du cadre actif versé dans les cadres de réserve est, du point de vue de la subordination, considéré comme officier du cadre actif aussi longtemps qu'il conserve dans le cadre de réserve le grade dont il était revêtu dans le cadre actif.

§ 2. En temps de guerre, de mobilisation ou de renforcement des forces armées, la subordination est réglée comme suit :

1° l'officier de réserve qui fait partie de ce cadre au premier jour de la mobilisation n'est pas subordonné à l'officier du cadre actif promu au même grade après cette date;

2° pour le militaire promu officier après le premier jour de la mobilisation dans les cadres actif ou

.../...

de réserve et pour l'officier qui a bénéficié d'une promotion dans l'un de ces cadres après cette date, la subordination est déterminée par la date de nomination; à égalité d'ancienneté dans un grade, l'officier de réserve est subordonné à l'officier du cadre actif.

L'officier du cadre de complément et l'officier auxiliaire de la force aérienne sont, pour l'application de cette disposition, considérés comme faisant partie du cadre actif.

Article 16.-

Les mesures relatives au contrôle de la résidence des officiers de réserve sont déterminées par le Ministre de la Défense nationale.

Article 17.-

L'officier de réserve ne peut se prévaloir de sa situation dans la vie civile pour se soustraire à ses obligations militaires.

Il ne peut faire mention de sa qualité d'officier de réserve dans les actes relatifs à son activité politique ou professionnelle, dans des publications littéraires ou relatives à des entreprises à but lucratif, sans en avoir obtenu l'autorisation du Ministre de la Défense nationale.

Article 18.-

Les mesures disciplinaires qui peuvent être

.../...

infligées à l'officier de réserve, qu'il soit en activité de service ou en congé sans solde, sont les suivantes :
- l'avertissement,
- le blâme,
- la réprimande du Ministre de la Défense nationale,
- la démission d'office,
- la perte du grade.

Lorsqu'il est en activité de service, l'officier de réserve est également passible des peines et mesures disciplinaires prévues pour les officiers de son grade du cadre actif.

Article 19.-

L'avertissement et le blâme sont infligés par le chef de corps ou par une autorité qui lui est supérieure et par les autorités territoriales.

Article 20.-

La démission d'office, prononcée par le Roi, a lieu sur rapport motivé du Ministre de la Défense nationale après une enquête effectuée par une commission

La composition de la commission d'enquête est fixée par le Ministre de la Défense nationale. Elle comprendra un officier de réserve issu de la même catégorie de militaires que l'intéressé et plus ancien que lui.

Toutefois, en cas de force majeure, cet officier de réserve pourra être remplacé par un

.../...

officier de réserve issu d'une autre catégorie et plus ancien que l'intéressé.

Article 21.-

La perte du grade est prononcée en application de la loi du 16 juin 1836 par le Roi, après la procédure prévue par cette loi et les dispositions réglementaires qui l'ont exécutée.

Le conseil d'enquête devra comprendre deux officiers de réserve issus de la même catégorie de militaires que l'intéressé et plus anciens que lui, en lieu et place de deux officiers des cadres actifs de grade correspondant.

Toutefois, en cas de force majeure, ces deux officiers de réserve pourront être remplacés par deux officiers de réserve issus d'une autre catégorie et plus anciens que l'intéressé.

Article 22.-

L'officier de réserve doit être entendu par la commission ou le conseil d'enquête dont il est question aux articles 20 et 21; il peut se faire assister par un avocat.

Si, sans empêchement légitime et dûment justifié, l'officier intéressé ne se présente pas à l'audience, il est passé outre à l'instruction de l'affaire; mention en est faite au procès-verbal de la séance.

.../...

Le dossier est mis à la disposition de l'officier ou de son conseil pendant les cinq jours qui précèdent l'audience, soit dans les bureaux du commandant de la province, soit au siège de la commission ou du conseil.

Les extraits du dossier judiciaire seront, le cas échéant, joints au dossier disciplinaire.

Article 23.-

L'officier de réserve est en tout temps justiciable des conseils d'honneur pour des faits qui porteraient atteinte à la considération du corps des officiers et qui ne tombent pas directement sous l'application du règlement de discipline ou des lois pénales.

La réglementation relative aux conseils d'honneur des officiers des cadres actifs est applicable aux conseils d'honneur des officiers de réserve. Le conseil d'honneur devra comprendre un officier de réserve issu de la même catégorie de militaires que l'intéressé et plus ancien que lui, en lieu et place d'un officier des cadres actifs. Toutefois, en cas de force majeure, cet officier de réserve pourra être remplacé par un officier de réserve issu d'une autre catégorie et plus ancien que l'intéressé.

## CHAPITRE IV. SORTIE DES CADRES DE RESERVE.

Article 24.-

L'officier de réserve cesse d'appartenir

.../...

au cadre de réserve :

1° par la démission d'office et la perte du grade dont il est question aux articles 20 et 21;

2° par la perte de la qualité de Belge;

3° par suite d'inaptitude physique constatée par la commission médicale compétente;

4° par limite d'âge;

5° par l'acceptation de son offre de démission;

6° par retrait d'emploi.

Article 25.-

L'officier de réserve désireux d'acquérir une nationalité étrangère doit, au moment où il entreprend les démarches, offrir sa démission.

Article 26.-

§ 1er.- Les officiers du cadre de réserve des forces armées, à l'exception des officiers du cadre de réserve du personnel navigant de la force aérienne, cessent de faire partie de ce cadre à la fin du trimestre au cours duquel ils ont atteint l'âge de :

1° soixante et un ans pour les lieutenants-généraux ainsi que pour les généraux-majors, anciens généraux-majors des cadres actifs; cinquante-neuf ans pour les autres généraux-majors;

2° cinquante-huit ans pour les colonels et les capitaines de vaisseau;

.../...

3° cinquante-sept ans pour les lieutenants-colonels, les capitaines de frégate et les capitaines techniciens de première classe, ainsi que pour les majors, les capitaines de corvette et les capitaines techniciens;

4° cinquante-quatre ans pour les capitaines-commandants, les lieutenants de vaisseau de première classe et les lieutenants techniciens de première classe, ainsi que pour les capitaines, les lieutenants de vaisseau et les lieutenants-techniciens;

5° quarante-cinq ans pour les lieutenants, les enseignes de vaisseau et les enseignes techniciens, ainsi que pour les sous-lieutenants, les aspirants de marine et les aspirants techniciens.

§ 2. Les officiers du cadre de réserve du personnel navigant de la force aérienne cessent de faire partie de ce cadre à la fin du trimestre au cours duquel ils ont atteint l'âge de :

1° cinquante-huit ans pour les lieutenants-généraux et les généraux-majors;

2° cinquante-six ans pour les colonels;

3° cinquante-quatre ans pour les lieutenants-colonels;

4° cinquante-deux ans pour les majors;

5° quarante-huit ans pour les capitaines-commandants et les capitaines;

6° quarante-cinq ans pour les lieutenants et les sous-lieutenants.

.../...

Article 27.-

Après leur sortie du cadre de réserve par limite d'âge, les officiers de réserve qui possèdent, en vertu de leur profession, des compétences spéciales pouvant être mises à profit dans l'intérêt supérieur des forces armées, peuvent, à leur demande, être maintenus pour une durée de quatre ans à la disposition du Ministre de la Défense nationale en qualité d'officiers commissionnés au titre auxiliaire.

Article 28.-

L'officier de réserve peut, en tout temps, offrir sa démission; toutefois, lorsque les forces armées sont mobilisées, le Roi peut refuser l'offre de démission qui lui est présentée.

Article 29.-

Les officiers qui, en cas de pléthore, ne sont plus nécessaires à l'encadrement de l'armée, peuvent cesser de faire partie du cadre de réserve par retrait d'emploi, à partir de la date où les miliciens de leur classe n'ont plus d'obligations militaires.

Article 30.-

L'officier de réserve qui cesse d'appartenir au cadre de réserve par démission d'office ou perte du grade est replacé soldat jusqu'à l'expiration de ses obligations militaires.

L'officier de réserve qui cesse de faire

.../...

partie du cadre de réserve par suite d'inaptitude physique n'a plus d'obligations militaires.

L'officier de réserve dont la démission est acceptée reste inscrit sur les contrôles comme sergent ou maréchal des logis, jusqu'à l'expiration de ses obligations militaires.

Article 31.-

Peuvent seuls être réintégrés dans le cadre des officiers de réserve :

1° les officiers auxiliaires de la force aérienne;

2° les officiers du cadre de complément;

3° les anciens officiers de réserve qui, désireux de passer dans le cadre des officiers d'active, avaient signé un rengagement comme sous-officiers du cadre actif.

Article 32.-

L'officier de réserve ayant appartenu au cadre actif en qualité d'officier peut, à sa demande, obtenir sa réintégration dans ce cadre s'il réunit les conditions suivantes :

1° avoir été admis dans le cadre de réserve depuis moins d'une année;

2° satisfaire aux conditions physiques exigées des

.../...

officiers du cadre actif de l'arme, service ou catégorie, dans laquelle ils sont réintégrés;

3° posséder les aptitudes morales nécessaires pour exercer un emploi d'officier.

## CHAPITRE V. - DISPOSITIONS DIVERSES.

Article 33.-

L'officier de réserve prête le serment prévu par l'article 2 du décret du 20 juillet 1831.

Article 34.-

Pendant le temps où il est en activité de service, l'officier de réserve ne peut contracter mariage sans l'autorisation du Roi.

L'officier de réserve peut autoriser sa femme à exercer un commerce ou une industrie, à occuper une fonction ou un emploi lucratif, à la condition toutefois que cette profession ne porte pas atteinte à la considération du corps des officiers.

Article 35.-

Pour l'application du présent arrêté, les assimilations de grade des militaires de la force navale sont fixées dans le tableau annexé au statut pécuniaire du personnel appointé des forces armées.

.../...

Article 36.-

Le présent arrêté est applicable aux officiers de réserve de la gendarmerie sous réserve des dérogations suivantes :

1° le cadre de réserve de la gendarmerie comprend uniquement des officiers issus du cadre actif de la gendarmerie;

2° l'avancement des officiers de réserve de la gendarmerie est limité au grade de colonel de réserve;

3° l'avertissement et le blâme sont infligés par le commandant du groupe ou par une autorité qui lui est supérieure.

Article 37.-

Lorsque les forces armées sont mobilisées, les règles établies par les articles 8 à 11, 12, § 1er, 13, §§ 1er et 3, 14 et 26 ne sont pas obligatoires.

Article 38.-

Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 26 mars 1940 déterminant l'état et la position des officiers de réserve, modifié par les arrêtés royaux des 9 octobre 1951, 31 juillet 1952 et 20 octobre 1953;

2° l'arrêté royal du 27 décembre 1950 portant des

.../...

dispositions transitoires relatives à l'application des limites d'âge dans le cadre des officiers de réserve;

3° l'arrêté royal du 16 avril 1952 fixant la limite d'âge des officiers de réserve des forces armées, modifié par l'arrêté royal du 24 novembre 1953;

4° le chapitre Ier de l'arrêté royal du 10 mai 1952, pris en exécution des articles 34 et 38 de la loi du 14 juin 1951 sur la position et l'avancement des officiers de la force navale.

Article 39.-

Les demandes de transfert d'une force dans une autre, qui ont été introduites avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, peuvent être admises avec effet à la date de la demande.

Jusqu'au 31 décembre 1954, l'article 10 n'est pas applicable aux officiers qui n'ont pu être promus en temps utile pour des raisons indépendantes de leur volonté.

Article 40.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

.../...

Article 41.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

I.

Artikel 1 van het ontwerp geeft een opsomming van de categorieën van militairen waaronder de reserve-officieren worden gerecruteerd.

Deze opsomming kan niet als limitatief worden beschouwd. De wet van 3 April 1948 op de stand en de bevordering van de officieren van de luchtmacht, gewijzigd bij de wet van 14 Juni 1951, bepaalt in artikel 33, § 2, dat de hulpofficieren van de luchtmacht die niet naar de actieve kaders overgaan, naar de reservekaders worden overgeplaatst; de wet van 14 Juli 1951 op de stand en de bevordering van de officieren van het aanvullingskader bepaalt in de artikelen 14 en 15, dat de officier van het aanvullingskader opnieuw in het kader der reserveofficieren kan worden opgenomen.

De Raad van State is van oordeel, dat de opsomming onder artikel 1 derwijze moet worden aangevuld, dat daarin voorkomen alle categorieën van militairen, die hun aanspraken op een graad van reserve-officier kunnen doen gelden of die, na uit het reservekader te zijn getreden, daarin opnieuw kunnen worden opgenomen.

Zodoende zou artikel 25 van het ontwerp overbodig worden.

.../...

II.

Artikel 4, tweede lid, van het ontwerp bepaalt ondermeer, dat de reserveofficieren ambtshalve naar een ander wapen, een andere categorie of een andere dienst van de krijgsmacht kunnen worden overgeplaatst. Deze bepaling houdt geen rekening met artikel 10 van de wet van 3 April 1948 op de stand en de bevordering van de officieren van de luchtmacht, noch met artikel 7 van de wet van 14 Juni 1951 op de stand en de bevordering van de officieren van de zeemacht.

Krachtens deze artikelen, die op onderscheidenlijk de reserveofficieren van lucht- en zeemacht toepasselijk zijn, is ambtshalve overplaatsing niet mogelijk.

De Raad van State is van oordeel, dat zodanige vorm van overplaatsing alleen toepassing kan vinden op de officieren van de landmacht, te wier aanzien in de wet van 18 April 1905 geen desbetreffende bepalingen voorkomen.

III.

Artikel 7 van het ontwerp bepaalt in § 1, dat "binnen de perken van de kaderbehoeften en van de beschikbare plaatsen, de bevordering per wapen, categorie of dienst geschiedt, tot en met de graad van kolonel".

.../...

Anderzijds bepaalt het in § 2, dat "de benoemingen in het kader van de opperofficieren der wapens geschieden naar de anciennitcit in de graad van onderluitenant onder de officieren van alle wapens".

Uit een vergelijking van beide bepalingen blijkt, dat het ontwerp nalaat een regeling te treffen voor de bevordering van de officieren der diensten van de landmacht en der verschillende categorieën van de luchtmacht tot de graden van opperofficier. Daar het in de bedoeling van de Regering ligt, ten aanzien van deze officieren de bevordering per dienst of per categorie te behouden, moet artikel 7, § 1, dienovereenkomstig worden gewijzigd.

IV.

Artikel 7, § 2, van het ontwerp bepaalt welke graden de reserveofficieren niet kunnen overschrijden naargelang zij uit een der in artikel 1 bedoelde categorieën zijn gekomen.

Er is geen rekening gehouden met artikel 29 van de wet van 3 April 1948 op de stand en de bevordering van de officieren van de luchtmacht, dat bepaalt dat "de uit het kader der onderofficieren en de uit het kader der hulpofficieren gesproten reserveofficieren, bij het kader der reserveofficieren geen hogere graad dan die van kapitein kunnen bereiken" en dat "de uit het actief kader gesproten reserveofficieren slechts een enkele bevordering bij de reserve kunnen bekomen".

.../...

Evenmin is hier gedacht aan het geval van de reserveofficieren, die vroeger officier van het aanvullingskader van land-, lucht- of zeemacht zijn geweest.

De Raad van State stelt een tekst voor, die met de wet van 3 April 1948 en met de bedoelingen van de Regering rekening houdt voor wat de gewezen officieren van het aanvullingskader betreft.

V.

Artikel 10 van het ontwerp bepaalt de regelen inzake ondergeschiktheid, welke op de reserveofficieren van toepassing zijn.

Deze regelen verschillen van die, welke voorkomen in artikel 1, b, van het tuchtreglement zoals dit bij het koninklijk besluit van 30 Mei 1916 is goedgekeurd; zij verschillen eveneens van de regelen gesteld in artikel 1, b, van de in 1945 herdrukte tekst van het tuchtreglement.

De Raad van State adviseert, de overeenstemming tussen de tekst van het tuchtreglement en die van het ontwerp te herstellen.

.../...

VI.

Artikel 14, eerste lid, van het ontwerp bepaalt dat "de reserveofficieren om het even welke burgerlijke betrekking mogen bekleden welke verenigbaar is met de militaire instellingen en de graad waarmede zij bij 't leger bekleed zijn". Geen enkele bepaling in het ontwerp zegt, wat onder "burgerlijke betrekkingen welke verenigbaar zijn met de militaire instellingen en de graad" moet worden verstaan, evenmin als er een bepaling in voorkomt, die aangeeft welke burgerlijke betrekkingen met een bepaalde graad en niet met een andere verenigbaar zouden zijn.

Het eerste lid van dit artikel 14 is dus dermate vaag, dat het niet als rechtsregel kan gelden en niet in een koninklijk besluit thuis behoort.

VII.

Artikel 16 van het ontwerp, dat de procedure inzake toepassing der tuchtmaatregelen op de reserveofficieren betreft, stelt regelen welke enigszins verschillen van de regelen bepaald in artikel 62 van het bij koninklijk besluit van 30 Mei 1916 goedgekeurde tuchtreglement.

De Raad van State adviseert, de overeenstemming tussen de tekst van het tuchtreglement en die van het ontwerp te herstellen.

.../...

VIII.

Artikel 19 van het ontwerp bepaalt, dat "reserveofficieren een vermindering kunnen genieten op de prijzen der reizigerskaartjes voor de spoorwegen, buurtspoorwegen, alsmede voor de Staatspaketboten Oostende-Dover".

Daar het opmaken van de reizigerstarieven voor de spoorwegen en buurtspoorwegen niet onder 's Konings bevoegdheid valt, en, wat de Staatspaketboten Oostende-Dover betreft, opgedragen is aan de Minister tot wiens bevoegdheid deze dienst behoort, hoort de bepaling van artikel 19 niet in het ontwerp thuis.

IX.

Artikel 20 handelt over de toekenning, aan de reserveofficieren, van de eervolle onderscheidingen in de Nationale Orden, "welke voorzien zijn voor de officieren van hun graad bij het actief leger, zulks in de voorwaarden die door Onze Minister van Landsverdediging worden bepaald".

Krachtens artikel 76 van de Grondwet verleent de Koning de militaire orden met inachtneming van hetgeen de wet daaromtrent voorschrijft.

.../...

Het is moeilijk denkbaar dat de Koning, bij wijze van koninklijk besluit, de macht regelt die hij heeft om burgers individueel te belonen door hun militaire orden te verlenen. Een koninklijk besluit terzake zou er toe strekken, degenen die aan de bij het besluit gestelde vereisten voldoen, een recht toe te kennen.

De bekrachtiging van een recht op een eervolle onderscheiding is niet verenigbaar met de uitoefening der macht, welke artikel 76 van de Grondwet aan 's Konings oordeel overlaat.

Verdient het aanbeveling dat dit recht wordt uitgeoefend volgens bepaalde algemene beginselen, dan horen deze thuis in instructies van inwendig bestuur.

De Raad van State is van oordeel dat artikel 20 van het ontwerp dient te vervallen.

Wanneer de artikelen 19 en 20 worden geschrapt vervalt ook artikel 21 van het ontwerp.

X.

Artikel 22 bepaalt, dat de reserveofficieren onder meer door het bereiken van de leeftijdsgrens ophouden tot het reservekader te behoren.

.../...

Met het oog op de coördinatie der teksten, ware in het ontwerp op te nemen het koninklijk besluit van 16 April 1952 tot vaststelling van de leeftijdsgrenzen der reserveofficieren der krijgsmacht, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 November 1953.

XI.

Wanneer artikel 24, § 1, bepaalt, dat "de reserveofficieren van alle categorieën, die opgehouden hebben deel uit te maken van het reservekader, in geen geval in dit kader weder kunnen opgenomen worden", houdt het geen reke ing met de verschillende gevallen waarin wederopneming in het reservekader krachtens bestaande wets- of reglementsbepalingen is toegestaan.

De Raad van State stelt voor, in artikel 24, § 1, de nodige wijzigingen aan te brengen.

\+

\+ \+

Voor het overige zijn bij het ontwerp enkele opmerkingen betreffende de vorm te maken; in de hiernavolgende tekst is daarmede rekening gehouden :

.../...

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE HET STATUUT DER RESERVE-OFFICIEREN.

---

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL

Gelet op de artikelen 66 en 68 van de Grondwet

Gelet op de wet van 16 Juni 1836 betreffende het verlies der graden van de officieren van het leger ;

Gelet op de wet van 10 April 1905 bepalende de staat en de rechtstoestand van de reserveofficieren, gewijzigd bij de wet van 14 Juli 1951 ;

Gelet op de wet van 3 April 1948 op de stand en de bevordering van de officieren van de luchtmacht, gewijzigd bij de wet van 14 Juni 1951 ;

Gelet op de wet van 14 Juni 1951 op de stand en de bevordering van de officieren van de zeemacht ;

Gelet op de besluitwet van 10 December 1942 betreffende het kader der aangestelde officieren, krachtens de wet van 1 Juni 1949 van kracht gebleven voor zover het kan worden toegepast op de gewezen officieren van het actief kader, reserveofficieren en hulpofficiere

Gelet op het bij koninklijk besluit van 30 Mei 1916 goedgekeurde tuchtreglement ;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit van 10 Mei 1952 genomen ter uitvoering van de artikelen 34 en 38 van de wet van 14 Juni 1951 op de stand en de bevordering van de officieren van de zeemacht ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

## HOOFDSTUK I. - RECRUTERING EN AANWIJZING VOOR BETREKKINGEN.

### Artikel 1.-

Het kader van de reserveofficieren wordt gerecruteerd onder :

1° de reserveonderofficieren, de onderofficieren-vrijwilligers of de wederdienstnemende onderofficieren, in dienst of met onbepaald verlof ;

2° de officieren die op hun verzoek ontslagen zijn uit het ambt dat zij in het actief kader bekleedden ;

3° de officieren die op rustpensioen werden gesteld ;

4° de hulpofficieren van de luchtmacht ;

5° de officieren van het aanvullingskader.

.../...

Artikel 2.-

Om tot reserveonderluitenant te worden benoemd moet de onder artikel 1, 1°, bedoelde militair aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° op de datum der benoeming ten minste 19 en ten hoogste 35 jaar oud zijn ;

2° voldaan hebben bij de lichamelijke en psychotechnische proeven, welke de Minister van Landsverdediging bepaalt ;

3° door de Minister van Landsverdediging als candidaat-reserveonderluitenant zijn aangenomen ;

4° met goed resultaat een volledige cyclus voor opleiding tot candidaat reserveofficier, waarvan de Minister van Landsverdediging het programma vaststelt, hebben gevolgd;

5° door de hiërarchische meerderen gunstig zijn aangetekend ;

6° in lichamelijk en moreel opzicht en uit een oogpunt van beroep geschikt bevonden zijn om de functie van officier uit te oefenen.

Artikel 3.-

Om naar het reservekader over te gaan, moet de onder artikel 1, 2° of 3°, bedoelde militair aan de volgende voorwaarden voldoen :

.../...

1° de aanvraag om naar het reservekader over te gaan, hebben ingediend hetzij bij de ontslagneming, hetzij op het tijdstip waarop zijn oppensioenstelling wordt voorgesteld ;

2° in lichamelijk en moreel opzicht en uit een oogpunt van beroep geschikt bevonden zijn om in vredestijd en te velde de functies van zijn graad uit te oefenen; de officier die door een geneeskundige commissie buiten staat bevonden wordt om nog verder te dienen, of de reden van deze beslissing een invaliditeit van oorlogstijd dan wel van vredestijd is, kan niet in het reservekader worden opgenomen

De in dit artikel bedoelde officieren gaan met hun graad en anciënniteit naar het reservekader over.

Artikel 4.-

De aanwijzing van de reserveofficieren wordt door de Minister van Landsverdediging volgens de kaderbehoeften van de gemobiliseerde krijgsmacht geregeld.

De reserveofficieren kunnen op hun verzoek en zo het belang der krijgsmacht dit vereist, naar een andere macht, een ander wapen, een andere dienst of een andere categorie worden overgeplaatst.

Voor de reserveofficieren van de landmacht evenwel kan deze overplaatsing ambtshalve worden gedaan.

.../...

Artikel 5.-

§ 1. De reserveofficier die op zijn verzoek naar een andere macht, een ander wapen, een andere dienst of een andere categorie wordt overgeplaatst, gaat met zijn graad en zijn ancienniteit van onderluitenant over; hij wordt er gerangschikt achter de officieren die op dezelfde datum als hij tot onderluitenant zijn benoemd.

De reserveofficier die ambtshalve naar een andere macht, een ander wapen, een andere dienst of een andere categorie wordt overgeplaatst, gaat met zijn graad en zijn ancienniteit van onderluitenant over; hij wordt er gerangschikt bij de officieren van zijn graad die op dezelfde datum als hij tot onderluitenant zijn benoemd, met inachtneming van zijn betrekkelijke ancienniteit zoals ze bij artikel 7 is bepaald.

§ 2. De officier die ten gevolge van de onder § 1 bepaalde rangschikking mocht geplaatst worden bij de officieren met een graad beneden de zijne, wordt voorlopig gerangschikt achter de officieren van zijn graad; de plaats welke hij bij toepassing van § 1 normaal had moeten innemen, zal hij opnieuw innemen wanneer de officieren met dezelfde ancienniteit van onderluitenant als hij, bevorderd worden tot de graad welke hij bekleedt.

De officier die ten gevolge van de onder § 1 bepaalde rangschikking mocht geplaatst worden bij de officieren met een graad boven de zijne, wordt voorlopig vooraan onder de officieren van zijn graad gerangschikt tot de dag van zijn bevordering tot de hogere graad; alsdan wordt zijn definitieve rangschikking vastgesteld.

.../...

Artikel 6.-

De Minister van Landsverdediging bepaalt, welke prestaties de reserveofficieren krachtens de wet kunnen worden opgelegd.

## HOOFDSTUK II.- BEVORDERING.

Artikel 7.-

§ 1. De anciënniteit voor de bevordering wordt bepaald door de datum van de benoeming tot de laatste graad en door de rangschikking onder de op dezelfde datum benoemde officieren.

In het benoemingsbesluit kan de Koning evenwel een anciënniteitsrang op een vroegere datum dan die van de benoeming vaststellen, met name om de uit het actief kader gekomen reserveofficieren, die in dat kader zijn voorbijgegaan, opnieuw de rangschikking te geven die zij zouden hebben gehad indien zij in het actief kader een bevordering hadden gekregen.

§ 2. De betrekkelijke anciënniteit der officieren, wier anciënniteit voor de bevordering op eenzelfde datum teruggaat en die tot verschillende wapens, diensten of categorieën behoren, wordt door de anciënniteit in de graad van onderluitenant bepaald.

.../...

De rangschikking onder de officieren wier anciënniteit van onderluitenant op een zelfde datum teruggaat, wordt bepaald met inachtneming van de rangschikking in hun wapen, dienst of categorie, en van het aantal onderluitenants welke op die datum in elk dezer wapens, diensten of categoriën zijn benoemd.

Artikel 8.-

De bevordering van de reserveofficieren is te onderscheiden van de bevordering der officieren van het actief kader.

De reserveofficieren kunnen eerst tot een hogere graad worden bevorderd nadat tot die graad zijn bevorderd de officieren van het actief kader van hun wapen, dienst of categorie, die zowel in de laatste graad als in de graad van onderluitenant dezelfde anciënniteit hebben als zij en die uit een oogpunt van bevordering een normale loopbaan hebben volbracht.

Artikel 9.-

De bevordering van de reserveofficieren geschiedt per wapen, per dienst of per categorie.

Voor de wapens van de landmacht evenwel worden de benoemingen tot de graden van opperofficier gedaan onder de officieren van alle wapens, volgens de anciënniteit in de graad van onderluitenant.

Artikel 10.-

Een reserveofficier kan niet tot de hogere graad bevorderd worden, zo zijn leeftijd hem niet in staat stelt het bevel in deze graad te voeren gedurende ten minste één jaar wat de opperofficieren, en twee jaar wat de hoofdofficieren en de lagere officieren betreft.

../...

Artikel 11.-

§ 1. In de landmacht en in de zeemacht kan niet hoger gaan dan de graad van reserve-luitenant-kolonel :

1° de uit het kader der onderofficieren gekomen reserve officier ;

2° de uit het kader der actieve officieren en uit het kader der toegevoegde officieren gekomen lagere reserveofficier ;

3° de reserveofficier die gerecruteerd is bij toepassing van artikel 38 van de wet van 14 Juni 1951 op de stand en de bevordering van de officieren van de zeemacht.

In dezelfde machten kan de reserve-opperofficier en de reserve-hoofdofficier slechts één bevordering in het reservekader krijgen.

§ 2. In de luchtmacht kan niet hoger gaan dan de graad van reservekapitein :

1° de uit het kader der onderofficieren gekomen reserve officier ;

2° de uit het kader der hulpofficieren of uit het kader der toegevoegde officieren gekomen reserve-officier.

De overige officieren van de luchtmacht kunnen slechts één bevordering in het reservekader krijgen; voor de technische officieren en de officieren van administratie van de luchtmacht echter is de bevordering beperkt tot de graad van reserve-generaal-majoor.

.../...

Artikel 12.-

§ 1. De reserveofficier die, twee jaar na de normale datum waarop hij de hogere graad had kunnen verkrijgen, de prestaties niet heeft volbracht en het examen niet heeft afgelegd, welke voor de bevordering tot die graad vereist zijn, wordt geacht voorgoed van bevordering te hebben afgezien.

Deze termijn wordt op drie jaar gebracht voor de candidaten voor de graad van reservemajoor.

De Minister van Landsverdediging mag een langere termijn stellen, onder voorwaarden die hij bepaalt, ten gunste van de reserveofficieren die in Belgisch-Kongo of Ruanda-Urundi of in den vreemde verblijven.

§ 2. De uit het actief kader gekomen reserveofficier, die van bevordering heeft afgezien toen hij tot dit kader behoorde, mag niet meer mededingen voor de bevordering in het reservekader. Indien deze officier zich nochtans in tijd van mobilisatie van de krijgsmacht door merkwaardige militaire hoedanigheden mocht onderscheiden, zou hij bij beslissing van de Minister van Landsverdediging opnieuw rang kunnen innemen voor de bevordering.

Artikel 13.-

§ 1. Om tot de graad van kapitein, majoor, luitenant-kolonel, kolonel en generaal-majoor van het reservekader te worden bevorderd, moet de reserveofficier een examen afleggen.

.../...

Het programma van dit examen, dat een lichamelijke proef en een beroepsexamen omvat, wordt door de Minister van Landsverdediging vastgesteld.

Het programma van het examen van reservemajoor is echter hetzelfde als voor het examen van majoor van het actief kader, met uitzondering van het taalexamen, waarvoor de aan de reserveofficieren eigen reglementsbepalingen gelden ;niettemin kan de Minister van Landsverdediging, voor sommige wapens, diensten of categorieën met welbepaalde specialiteiten, het beroepsexamen van reservemajoor tot de kennis van een dier specialiteiten beperken.

§ 2. In tijd van oorlog, van mobilisatie of van versterking van het leger, kan de reserveofficier zonder het voorgeschreven examen te moeten afleggen, tot de graad van reservekapitein, reserveluitenant-kolonel of reservekolonel bevorderd worden onder de voorwaarden door de Minister van Landsverdediging te bepalen.

Om voor deze bepaling in aanmerking te komen, moet de betreffende officier bewijzen dat hij gedurende de bedoelde periode ten minste twee maanden effectief onder de wapens is geweest.

§ 3. De Minister van Landsverdediging kan, na het advies van het bevoegde bevorderingscomité te hebben ingewonnen, de reserveofficier die uit het actief kader is gekomen, van het in § 1 voorgeschreven examen vrijstellen.

Echter kan de kapitein die het examen van majoor niet heeft afgelegd toen hij tot het actief kader behoorde, daarvan niet worden vrijgesteld.

.../...

Artikel 14.-

De candidaturen voor de graden van reserve-opperofficier en reservehoofdofficier worden aan de bevoegde bevorderingscomité's voorgelegd volgens de regelen welke voor de officieren van het actief kader gelden.

## HOOFDSTUK III.- TUCHT.

Artikel 15.-

§ 1. In vredestijd voeren de officieren van het actief kader en de officieren van het aanvullingskader het bevel over de reserveofficieren met dezelfde graad, welke ook dezer ancienniteit in die graad zij.

De officier van het actief kader die naar het reservekader is overgeplaatst, wordt, uit een oogpunt van ondergeschiktheid, als officier van het actief kader beschouwd zolang hij in het reservekader de graad, welke hij in het actief kader bekleedde, behoudt.

§ 2. In tijd van oorlog, van mobilisatie of van versterking van de krijgsmacht, wordt de ondergeschiktheid als volgt geregeld :

1° de reserveofficier die de eerste dag van de mobilisatie tot het reservekader behoort, is niet ondergeschikt aan de officier van het actief kader die na die datum tot dezelfde graad is bevorderd ;

.../...

2° voor de militair die na de eerste dag van de mobilisatie in het actief kader of in het reservekader tot officier is benoemd, en voor de officier die na die datum in een dezer kaders een bevordering heeft gekregen, wordt de ondergeschiktheid bepaald door de datum van benoeming; bij gelijke anciënniteit in een graad, is de reserveofficier ondergeschikt aan de officier van het actief kader.

De officier van het aanvullingskader en de hulpofficier van de luchtmacht worden voor de toepassing van deze bepaling geacht, van het actief kader deel uit te maken.

Artikel 16.-

De maatregelen betreffende de contrôle op de verblijfplaats van de reserveofficieren worden door de Minister van Landsverdediging vastgesteld.

Artikel 17.-

De reserveofficier mag zich niet op zijn toestand in het burgerlijk leven beroepen om zich aan zijn militaire verplichtingen te onttrekken.

Zonder machtiging vanwege de Minister van Landsverdediging mag hij van zijn hoedanigheid van reserveofficier geen melding maken in akten betreffend zijn politieke of beroepsactiviteit, in letterkundige uitgaven of in publicaties betreffende ondernemingen met winstoogmerk.

../...

Artikel 18.-

De tuchtmaatregelen die op de reserveofficier, of hij in werkelijke dienst dan wel met verlof zonder soldij is, kunnen worden toegepast , zijn de volgende :

- de verwittiging,
- de blaam,
- de berisping door de Minister van Landsverdediging,
- het ontslag van ambtswege,
- het verlies van de graad.

Wanneer hij in werkelijke dienst is, valt de reserveofficier eveneens onder de toepassing van de tuchtstraffen en -maatregelen, welke voor de officieren van zijn graad van het actief kader zijn bepaald.

Artikel 19.-

De verwittiging en de blaam worden door het korpshoofd of een hoger staande overheid en door de territoriale overheden uitgesproken.

Artikel 20.-

Het ontslag van ambtswege, door de Koning uitgesproken, wordt op gemotiveerd verslag van de Minister van Landsverdediging gegeven, na onderzoek door een commissie.

.../...

De samenstelling van de onderzoekscommissie wordt door de Minister van Landsverdediging bepaald. Tot de commissie behoort een reserveofficier uit dezelfde categorie van militairen als de betrokkene, met een hogere ancienniteit dan deze.

In geval van overmacht nochtans kan deze reserveofficier vervangen worden door een reserveofficier uit een andere categorie, met hogere ancienniteit dan de betrokkene.

Artikel 21.-

Het verlies van de graad wordt door de Koning bij toepassing van de wet van 16 Juni 1836 uitgesproken, na inachtneming van de bij die wet bepaalde procedure en van de reglementsbepalingen tot uitvoering van die wet.

Tot de onderzoeksraad behoren twee reserveofficieren uit dezelfde categorie van militairen als de betrokkene, met een hogere ancienniteit dan deze, in de plaats van twee officieren van het actief kader met de overeenkomstige graad.

In geval van overmacht nochtans kunnen die twee reserveofficieren vervangen worden door twee reserveofficieren uit een andere categorie, met een hogere ancienniteit dan de betrokkene.

Artikel 22.-

De reserveofficier wordt door de onderzoekscommissie of de onderzoeksraad waarvan sprake in de artikelen 20 en 21 gehoord; hij kan zich door een advocaat laten bijstaan.

.../...

Indien de betreffende officier zich, zonder wettige en behoorlijk verantwoorde verhindering, niet ter zitting aanmeldt, wordt de zaak niettemin behandeld; melding daarvan wordt gemaakt in de notulen van de zitting.

Het dossier wordt gedurende de vijf dagen, welke aan de zitting voorafgaan, ter beschikking van de officier of zijn raadsman gehouden, hetzij in de bureau' van de provinciecommandant, hetzij ten zetel van de commissie of van de raad.

De uittreksels uit het gerechtelijk dossier worden, in voorkomend geval, bij het tuchtdossier gevoegd.

Artikel 23.-

De reserveofficier is te allen tijde aan de ereraden onderhorig voor feiten, die aan het aanzien van het officierenkorps afbreuk mochten doen en niet rechtstreeks onder de toepassing van het tuchtreglement of van de strafwetten vallen.

De regeling betreffende de ereraden van de officieren van het actief kader is op de ereraden van de reserveofficieren toepasselijk. Tot de ereraad behoort een reserveofficier uit dezelfde categorie van militairen als de betrokkene, met een hogere anciënniteit dan deze, in de plaats van een officier van het actief kader. Ingeval van overmacht nochtans kan deze reserveofficier vervangen worden door een reserveofficier uit een andere categorie, met hogere anciënniteit dan de betrokkene.

.../...

## HOOFDSTUK IV. - DE UITTREDING UIT HET RESERVEKADER.

### Artikel 24.-

De reserveofficier houdt op tot het reservekader te behoren :

1° door het ontslag van ambtswege en het verlies van de graad waarvan sprake in de artikelen 20 en 21;

2° door het verlies van de hoedanigheid van Belg;

3° ten gevolge van lichamelijke ongeschiktheid, welke door de bevoegde geneeskundige commissie is vastgesteld;

4° door het bereiken van de leeftijdsgrens;

5° door het aannemen van zijn verzoek om ontslag;

6° door ambtsontheffing.

### Artikel 25.-

De reserveofficier die een vreemde nationaliteit wenst te verkrijgen, moet op het tijdstip waarop hij met de formaliteiten een begin maakt zijn ontslag indienen.

### Artikel 26.-

§ 1. De officieren van het reservekader der krijgsmacht, met uitzondering van de officieren van

.../...

het reservekader van het varend personeel der luchtmacht, houden op van dat kader deel uit te maken op het einde van het trimester tijdens hetwelk zij de leeftijd hebben bereikt van :

1° een en zestig jaar voor de luitenant-generaals alsmede voor de generaal-majoors, gewezen generaal-majoors van het actief kader; negen en vijftig jaar voor de overige generaal-majoors;

2° acht en vijftig jaar voor de kolonels en de kapiteins ter zee;

3° zeven en vijftig jaar voor de luitenant-kolonels, de fregatten-kapiteins en de kapiteins-technici 1e klasse, alsmede voor de majoors, de korvetten-kapiteins en de kapiteins-technici;

4° vier en vijftig jaar voor de kapiteins-commandanter de luitenants ter zee 1e klasse en de luitenants-technici 1e klasse, alsmede voor de kapiteins, de luitenants ter zee en de luitenants-technici;

5° vijf en veertig jaar voor de luitenants, de vaandrigs ter zee en de vaandrigs-technici, alsmede voor de onderluitenants, de marine-aspiranten en de aspiranten-technici.

§ 2. De officieren van het reservekader van het varend personeel der luchtmacht houden op van dat kader deel uit te maken op het einde van het trimester tijdens hetwelk zij de leeftijd hebben bereikt van :

.../...

1° acht en vijftig jaar voor de luitenant-generaals en de generaal-majoors;

2° zes en vijftig jaar voor de kolonels;

3° vier en vijftig jaar voor de luitenant-kolonels;

4° twee en vijftig jaar voor de majoors;

5° acht en veertig jaar voor de kapiteins-commandanten en de kapiteins;

6° vijf en veertig jaar voor de luitenants en de onderluitenants.

Artikel 27.-

Na wegens het bereiken van de leeftijdsgrens uit het reservekader te zijn getreden, kunnen de reserveofficieren, die krachtens hun beroep bijzondere bevoegdheden bezitten welke in het hoger belang van de krijgsmacht kunnen worden ten nutte gemaakt, op hun verzoek voor de duur van vier jaar in de hoedanigheid van aangesteld hulpofficier ter beschikking van de Minister van Landsverdediging worden gehouden.

Artikel 28.-

De reserveofficier kan te allen tijde zijn ontslag indienen; wanneer de krijgsmacht echter gemobiliseerd is, kan de Koning het hem gevraagde ontslag weigeren.

.../...

Artikel 29.-

Wanneer er meer officieren zijn dan voor de kaderbehoeften van het leger worden vereist, kunnen de officieren, die niet meer nodig zijn, bij ambtsontheffing ophouden van het reservekader deel uit te maken vanaf de dag waarop de dienstplichtigen van hun klasse geen militaire verplichtingen meer hebben.

Artikel 30.-

De reserveofficier, die door ontslag van ambtswege of door verlies van de graad ophoudt tot het reservekader te behoren, wordt tot het einde van zijn militaire verplichtingen teruggeplaatst als soldaat.

De reserveofficier, die ten gevolge van lichamelijke ongeschiktheid ophoudt van het reservekader deel uit te maken, heeft niet langer militaire verplichtingen.

De reserveofficier, wiens ontslag wordt aangenomen, blijft tot het einde van zijn militaire verplichtingen als sergeant of wachtmeester op de stamlijsten ingeschreven.

Artikel 31.-

In het kader der reserveofficieren kunnen alleen weder worden opgenomen :

1° de hulpofficieren van de luchtmacht;

.../...

2° de officieren van het aanvullingskader;

3° de gewezen reserveofficieren die, verlangend naar het kader van de actieve officieren over te gaan, een nieuwe dienstverbintenis als onderofficier van het actief kader hadden ondertekend.

Artikel 32.-

De reserveofficier, die in de hoedanigheid van officier tot het actief kader heeft behoord, kan op zijn verzoek weder in dat kader worden opgenomen indien hij aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° sedert minder dan één jaar tot het reservekader zijn toegelaten;

2° voldoen aan de lichaamsvereisten gesteld aan de officieren van het actief kader van het wapen, de dienst of de categorie waarin hij weder wordt opgenomen;

3° de morele bekwaamheid bezitten om een betrekking van officier uit te oefenen.

## HOOFDSTUK V.- VERSCHILLENDE BEPALINGEN.

Artikel 33.-

De reserveofficier legt de bij artikel 2 van het decreet van 20 Juli 1831 voorgeschreven eed af.

.../...

Artikel 34.-

Gedurende de periode waarin hij in actieve dienst is, mag de reserveofficier niet in het huwelijk treden zonder machtiging van de Koning.

De reserveofficier kan zijn vrouw machtigen, zich met een handel of een nijverheid bezig te houden, een winstgevend ambt of een winstgevende betrekking uit te oefenen, op voorwaarde nochtans dat dit beroep geen afbreuk doet aan het aanzien van het officierenkorps.

Artikel 35.-

Voor de toepassing van dit besluit worden de gelijkstellingen in graad van de militairen van de zeemacht vastgesteld in de tabel, gevoegd bij het geldelijk statuut van het bezoldigd personeel der krijgsmacht.

Artikel 36.-

Dit besluit is toepasselijk op de reserveofficieren van de rijkswacht, behoudens de volgende afwijkingen :

1° het reservekader van de rijkswacht omvat uitsluitend officieren afkomstig uit het actief kader der rijkswacht;

2° de bevordering van de reserveofficieren der rijkswacht is beperkt tot de graad van reservekolonel;

3° de verwittiging en de blaam worden opgelegd door de groepscommandant of door een hoger staande overheid.

.../...

Artikel 37.-

Wanneer de krijgsmacht wordt gemobiliseerd, zijn de regelen bij de artikelen 8 tot 11, 12, § 1, 13, §§ 1 en 3, 14 en 26 gesteld niet langer bindend.

Artikel 38.-

Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 26 Maart 1940 tot vaststelling van de stand en de staat der reserveofficieren, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 October 1951, 31 Juli 1952 en 20 October 1953;

2° het koninklijk besluit van 27 December 1950 houdende overgangsbepalingen inzake toepassing van de leeftijdsgrenzen in het kader der reserveofficieren;

3° het koninklijk besluit van 16 April 1952 tot vaststelling van de leeftijdsgrens der reserveofficieren der krijgsmacht, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 November 1953;

4° hoofdstuk I van het koninklijk besluit van 10 Mei 1952, genomen ter uitvoering van de artikelen 34 en 38 van de wet van 14 Juni 1951 op de stand en de bevordering van de officieren van de zeemacht.

Artikel 39.-

De aanvragen om overplaatsing van de ene macht naar de andere, die voor de inwerkingtreding van dit besluit zijn ingediend, kunnen worden aangenomen met uitwerking op de dag der aanvraag.

.../...

Tot 31 December 1954 vindt artikel 10 geen toepassing op de officieren, die om redenen onafhankelijk van hun wil niet te gelegener tijd zijn kunnen bevorderd worden.

Artikel 40.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Artikel 41.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président du Conseil d'Etat, président
de Heren : eerste-voorzitter van de Raad van State, voorzitter

M. SOMERHAUSEN, conseillers d'Etat
G. VAN BUNNEN, raadsheren van State

P. COART-FRESART, assesseurs de la section de législation
P. ANSIAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. VAN BUNNEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Défense nationale.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Landsverdediging.

Le 1954.
De 1954.

Le Greffier du Conseil d'Etat,
De Griffier van de Raad van State,

R. DUCHEYN.